

Pour diffusion le 19 mai à 8 h

Communiqué de presse

Une grève « mystère » pour faire bouger la table de négo des pros de l'éducation

Montréal, le 19 mai 2021. – Devant la colère engendrée, dans le milieu scolaire, par les offres salariales différenciées faites au personnel, plus de 10 000 professionnelles et professionnels de l'éducation, membres de la Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ), prennent à nouveau le chemin des piquets de grève aujourd'hui.

Dans le but d'exprimer leur exaspération grandissante, les professionnelles et les professionnels ferment aujourd'hui des écoles partout au Québec par des lignes de piquetage. La Fédération et ses syndicats ont conservé jusqu'au dernier moment le mystère quant aux endroits précis qui seraient bloqués.

Pour cette deuxième séquence d'une demi-journée de grève sur un mandat total de cinq jours, les professionnelles et les professionnels demandent, entre autres, une meilleure reconnaissance salariale pour tous les acteurs du réseau scolaire, qui sont en majorité des femmes (85 %).

« C'est à contrecœur que les professionnelles et les professionnels se résolvent à faire la grève et à bloquer des écoles aujourd'hui. Ils ont évité de le faire précédemment parce que leur mission quotidienne et leur passion, c'est la réussite des élèves. C'est justement pour obtenir des conditions qui permettront de conserver et d'attirer des collègues professionnels en renfort en éducation qu'ils se battent aujourd'hui. Ils sont épuisés d'être trop peu nombreux à tenir les services aux élèves à bout de bras, et le gouvernement du Québec reste sourd à leur détresse », déplore Jacques Landry, président de la FPPE-CSQ.

« Mettons les choses au clair : ce n'est pas parce qu'il y a des règlements avec certains groupes que les problèmes sont réglés pour tous les autres! Avec la surcharge, le manque de ressources et la précarité qu'on vit partout dans les écoles, nous sommes toujours confrontés au syndrome de la chaudière percée. Il faut s'attaquer aux problèmes de fond de rétention et d'attraction du personnel professionnel pour donner aux élèves éprouvant des difficultés ou nécessitant des besoins particuliers les services auxquels ils ont droit », dit Sonia Ethier, présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ).

Reconnaissance pour TOUS en éducation

Parce que le réseau de l'éducation est composé majoritairement de femmes, c'est tout son personnel, autant professionnel, de soutien qu'enseignant, qui accuse un important retard salarial quand on le compare à ses homologues de la fonction publique, du parapublic et du privé. Ce retard entraîne de graves problèmes d'attraction et de rétention dans le réseau, dans tous les corps d'emploi, qui contribuent tous à la réussite des élèves et au fonctionnement de l'école.

« En choisissant d'apporter des correctifs salariaux visant seulement le groupe des enseignants, le gouvernement affaiblit le réseau de l'éducation dans son ensemble et crée des tensions dans les équipes de travail. Un profond sentiment d'iniquité se répand, et un vent de désaffection massive souffle sur les rangs du personnel professionnel. En procédant ainsi pour régler le problème de pénurie, le gouvernement en crée une autre chez les professionnels, et elle a des conséquences tout aussi dévastatrices pour les élèves. Soyons clairs : les enseignantes et les enseignants méritent leur augmentation de salaire. Soyons encore plus clairs : les professionnelles et les professionnels ne méritent pas moins », soutient Jacques Landry, le président de la FPPE-CSQ.

Rappelons qu'un sondage réalisé à l'hiver révélait que le tiers des professionnelles et professionnels songe à quitter le réseau scolaire pour une autre raison que la retraite, majoritairement vers le secteur privé.

« Si la tendance se maintient, les parents du Québec devront payer pour les services professionnels qui doivent normalement leur être fournis par l'école, selon la loi. Cela laissera de côté des milliers d'élèves dont les parents devront faire le choix déchirant soit de faire l'épicerie, soit de payer les services dont leur enfant a besoin. Et ça, c'est inacceptable », soutient Rémi Gaulin, président du Syndicat des professionnelles et professionnels du milieu de l'éducation de Montréal, le SPPMEM-CSQ.

Une urgence de régler qui ne se rend pas jusqu'aux tables

Le gouvernement Legault signifiait, il y a deux semaines, dans une opération médiatique spectacle, son intention de régler très rapidement les négociations du secteur public.

« Il semble que les négociateurs aux tables en éducation n'aient pas eu le mémo. Ils n'ont actuellement rien offert de majeur et de satisfaisant aux professionnelles et aux professionnels. L'urgence de régler doit se traduire aux tables de négociation par des mandats et des gestes concrets de reconnaissance de l'expertise des pros, d'amélioration de la conciliation travail-famille et de réduction de la précarité des pros. Pour l'instant, l'urgence, on ne la sent pas », se désole Carolane Desmarais, présidente du Syndicat des professionnelles et professionnels de l'Ouest de Montréal, le SPPOM.

– 30 –

Profil de la FPPE-CSQ

La Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ) représente 19 syndicats regroupant 10 000 membres répartis dans la quasi-totalité des centres de services scolaires du Québec, francophones et anglophones, ainsi que des commissions scolaires cri et Kativik. Elle compte parmi ses membres différentes catégories de personnel

dans les secteurs administratif, pédagogique et dans les services directs aux élèves (entre autres, psychologues, psychoéducatrices et psychoéducateurs, orthophonistes, conseillères et conseillers d'orientation, orthopédagogues, etc.).

Renseignements

Karine Lapierre
Conseillère en communication, FPPE-CSQ
Cell. : 514-213-4412
Courriel : fppe.lapierre.karine@lacsq.org